Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV©

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :
www.formav.co/explorer

**SESSION 2020**
Métropole

# BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR AGRICOLE
## E5 GESTION ET STRATÉGIE DE L'ENTREPRISE

**Option : ACSE**

*Durée : 240 minutes*

---

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : Calculatrice

---

Le sujet comporte 11 pages

**Document 1** : *Unéal revoit radicalement sa façon de travailler avec les agriculteurs,* Blandine Cailliez, La France Agricole n°3828 du 9 décembre 2019
**Documents 2 à 4** : données relatives à l'entreprise support de la deuxième partie
**Document 5** : *Sous quelles conditions la mixité est-elle envisageable ?* Guide régional à la conversion en agriculture biologique (extrait), Chambres d'agriculture de Normandie, janvier 2019
**Document 6** : Guide pratique élevage de volailles (extraits), Ecocert, 05/05/2017
**Document 7** : *« J'utilise un poulailler mobile pour mes pondeuses »*, Vincent Guyot, lafranceagricole.fr, 31/01/2019
**Document 8** : Éléments pris en compte pour le projet

---

# SUJET

## PREMIÈRE PARTIE : Contexte de l'activité agricole (6 points)

Cette partie se rapporte au **document 1**.

**Question 1** : Dans le texte, on peut relever les notions de **coopératives**, de **négociants**, de **président** et de **directeur**.

**1.1-** Préciser ce qui distingue d'une part, les **coopératives** des **négociants** et d'autre part, un **président** d'un **directeur** d'une coopérative. **(1 point)**

**1.2-** Formuler un point de vue argumenté sur le rôle du secteur coopératif dans l'agriculture française. **(1 point)**

**Question 2** : Concernant l'enjeu dont il est question dans cet article.

**2.1-** Préciser cet enjeu. **(1 point)**

**2.2-** Formuler un avis sur ce sujet. **(1 point)**

**Question 3** : L'article fait indirectement référence à la loi agriculture et alimentation de novembre 2018.

Cette loi a notamment pour objectif de « **Payer le juste prix aux producteurs, pour leur permettre de vivre dignement de leur travail** ».

**3.1-** Indiquer pourquoi cet objectif est d'actualité. **(1 point)**

**3.2-** Présenter deux solutions qui soit ont permis, soit permettent, soit permettraient d'atteindre cet objectif. **(1 point)**

## DEUXIÈME PARTIE : Gestion et stratégie de l'entreprise agricole (14 points)

Cette deuxième partie se rapporte aux **documents 2 à 8**.

Le GAEC du Pré Vert se situe dans la plaine des Vosges.
Il comprend deux associés : Mathilde et son frère Adrien, âgés respectivement de 30 et 32 ans.
Ceux-ci sont aidés dans leur travail par leur père retraité et salarié sur le GAEC et par leur mère retraitée**.** Le travail fourni par les parents représente un équivalent temps plein.

Le GAEC exploite 102 hectares (ha) de SAU répartis de la façon suivante :

- 50 ha de prairies permanentes,
- 9 ha de prairies temporaires,
- 13,50 ha d'ensilage de maïs,
- 28 ha de cultures de vente,
- 1,50 ha de maraîchage en agriculture biologique ; tous les légumes sont vendus en direct dans un magasin sur la ferme et en AMAP.

Cette SAU est principalement dédiée à l'alimentation du troupeau laitier constitué de 78 vaches laitières (50 % en race Holstein et 50 % en race Montbéliarde) pour un contrat de 590 000 litres.
Les prairies permanentes sont, pour une grande partie, près du corps de ferme. Certaines sont attenantes à cette dernière.

**Question 4 :** Analyse économique et financière de l'exploitation.

**4.1-** Analyser les résultats de l'atelier lait. **(0,5 point)**

**4.2-** Analyser les charges de structure du GAEC. **(0,5 point)**

**4.3-** Calculer et analyser les EBE (excédents bruts d'exploitation) des deux exercices présentés. **(1 point)**

**4.4-** Commenter l'utilisation de l'EBE de l'exercice 2017-2018 sachant que les prélèvements privés étaient de 40 334 € et les annuités de 36 679 €. **(0,5 point)**

**4.5-** À partir du bilan comptable retraité (bilan fonctionnel ou bilan en grandes masses), calculer les indicateurs financiers les plus pertinents sur les deux exercices présentés. **(1 point)**

**4.6-** Proposer une analyse financière de cette entreprise. **(1,5 point)**

**Question 5 :** Prise en compte des enjeux sociaux, juridiques, fiscaux et de mise en marché.

Charlène, l'épouse d'Adrien, 35 ans, est actuellement sans emploi. Titulaire d'un BTSA, elle aimerait participer à l'activité du GAEC.

**5.1-** Présenter les avantages et inconvénients de trois différents statuts sociaux possibles pour Charlène sur le GAEC. **(1,5 point)**

Charlène s'interroge sur l'opportunité d'une installation aidée.

**5.2-** Présenter l'intérêt, les spécificités et les grandes étapes du parcours national à l'installation des jeunes agriculteurs. **(1,5 point)**

Les produits issus du maraîchage sont vendus en partie par le biais d'une AMAP.

**5.3-** Expliquer l'intérêt pour les agriculteurs de ce mode de mise en marché. **(1 point)**

**Question 6 :** Raisonnement d'un projet de création d'un nouvel atelier.

Charlène aimerait devenir associée du GAEC et mettre en place un atelier de poules pondeuses en agriculture biologique (AB), dans le cadre d'une production AB distincte de la conduite conventionnelle de l'exploitation (comme pour le maraîchage), dans un premier temps, dans l'attente d'une conversion complète de l'exploitation envisagée par les associés.
Son projet s'inspire de l'exemple présenté dans l'article de la France Agricole (**document 7**) **avec 2 poulaillers mobiles (225 poules par poulailler**).
L'écoulement de la production serait réalisé en s'appuyant sur la mise en marché des produits maraîchers et en prospectant d'autres débouchés.
Le temps de travail moyen par jour est estimé à 4 heures y compris la commercialisation.

**À partir des différents éléments disponibles dans les documents 5 à 8** :

**6.1-** Présenter, de façon précise, l'ensemble des aspects, présents ou absents des documents, à prendre en compte en amont de la mise en place de ce projet. **(1,5 point)**

**6.2-** Chiffrer, en justifiant les éléments pris en compte, le revenu supplémentaire, après cotisations sociales (taux de 30 %), permis par le projet en régime de croisière. **(1,5 point)**

**6.3-** Indiquer, de façon argumentée, si ce projet permet de rémunérer Charlène de façon satisfaisante. **(1 point)**

**6.4-** Analyser le projet de Charlène sous l'angle de la durabilité. **(1 point)**

## DOCUMENT 1

### Unéal revoit radicalement sa façon de travailler avec les agriculteurs

**La coopérative des Hauts-de-France est la première en France à anticiper la séparation de la vente et du conseil en phytosanitaires. Elle a annoncé le 5 décembre, au cours de son assemblée générale, une forte baisse du prix des phytosanitaires, la facturation du conseil à ses adhérents et le choix de la vente plutôt que du conseil, pour les produits phytosanitaires.**

Alors que le flou persiste sur la question de la séparation du conseil et de la vente en phytosanitaires pour les distributeurs de produits agricoles (prévue dans la loi agriculture et alimentation de novembre 2018), Unéal a décidé de prendre les devants et de lancer une nouvelle organisation adaptée à l'évolution de la réglementation. Elle est d'ailleurs la première coopérative céréalière en France à faire le pas. « Après dix-huit mois de travail en commissions avec les adhérents et les collaborateurs, nous avons décidé de travailler de façon radicalement différente avec les agriculteurs », **explique Bertrand Hernu, président d'Unéal**.

**Comme toutes les coopératives et tous les négociants en céréales**, Unéal vivait surtout, jusqu'à maintenant, de la marge faite sur les ventes de produits phytosanitaires, reconnaît son président. « Nous avons décidé de casser cette dépendance aux produits phytosanitaires. »

**Forte baisse du prix des phytosanitaires**

Concrètement, la coopérative a décidé de baisser massivement le prix des produits phytosanitaires, de les proposer à un prix unique quel que soit le conditionnement comme l'oblige la réglementation, et de facturer le conseil apporté par la coopérative aux agriculteurs. « Les agriculteurs ont désormais le choix de bénéficier ou pas du conseil agronomique de la coopérative, avec deux niveaux de conseil, **précise Cédric Cogniez, directeur d'Unéal**. Selon la taille de l'exploitation, il leur sera facturé de 300 à 1 500 € pour le premier niveau de conseil, et de 800 à 2 300 € pour le second qui inclut l'accès aux outils d'aide à la décision, à prix coûtant. »

Mais la coopérative assure que l'achat des phytosanitaires et du conseil reviendra moins cher à chaque agriculteur qu'en 2019. Pour que la coopérative continue à disposer des ressources suffisantes pour fonctionner, ses dirigeants estiment qu'elle peut encore gagner en compétitivité. Elle va également rééquilibrer légèrement sa marge sur les autres postes comme les engrais, les semences, les céréales…

## DOCUMENT 1 (suite et fin)

### Les agriculteurs enthousiastes

« Quant au choix entre conseil et vente pour les phytosanitaires, nous avons clairement fait le choix de la vente pour les phytosanitaires, ajoute Bertrand Hernu. La coopérative fournira aux agriculteurs l'information réglementaire qui doit obligatoirement accompagner la vente. »

« Cette nouvelle politique commerciale a été présentée aux équipes de conseillers le 1er novembre, et a remporté complètement leur adhésion », ajoute Anne Vandenbossche, vice-présidente d'Unéal. Les techniciens ont commencé à la proposer aux agriculteurs qui sont aussi enthousiastes. Sur 6 000 adhérents, 1 000 ont déjà été contactés, 56 % ont opté pour le plus haut niveau de conseil, 37 % ont retenu le premier niveau de conseil, et seuls 7 % ont choisi l'achat d'approvisionnements sans conseil.

## DOCUMENT 2

### Marge brute laitière

| **Exercice cloturé au** | **31/03/2017** | | **31/03/2018** | | **Groupe (moyenne)** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Campagne** | **2016** | | **2017** | | **2017** | |
| | | /1000 L | | /1000 L | | /1000 L |
| Lait produit (L) | 573 243 | | 584 735 | | 545 000 | |
| Effectif moyen VL | 76 | | 78 | | 78 | |
| Lait/VL (L) | 7 543 | | 7 497 | | 6 987 | |
| Ventes de lait | 170 026 | 297 | 197 125 | 337 | | 335 |
| Ventes nettes animaux | 17 639 | 31 | 30 046 | 51 | | 47 |
| Variation inventaire | 8 928 | 16 | 4 094 | 7 | | 1 |
| Aide Bovins Lait | 2 628 | 5 | 3 034 | 5 | | 5 |
| Autoconsommation famille | 708 | 1 | 672 | 1 | | 1 |
| Cession lait aux veaux | 3 439 | 6 | 2 339 | 4 | | 5 |
| **Total produit** | **203 368** | **355** | **237 310** | **406** | | **394** |
| Concentrés V.L. | 27 901 | 49 | 33 779 | 58 | | 60 |
| Concentrés génisses | 4 586 | 8 | 8 767 | 15 | | 11 |
| Lait aux veaux | 3 439 | 6 | 2 339 | 4 | | 5 |
| Frais de cultures | 10 892 | 19 | 13 092 | 22 | | 25 |
| Insémination | 4 240 | 7 | 4 664 | 8 | | 10 |
| Contrôle laitier | 1 316 | 2 | 2 320 | 4 | | 6 |
| Vétérinaire | 13 215 | 23 | 18 363 | 31 | | 13 |
| Divers élevage | 11 821 | 21 | 9 984 | 17 | | 19 |
| **Total Charges** | **77 410** | **135** | **93 308** | **159** | | **149** |
| **Marge brute** | **125 958** | **220** | **144 002** | **247** | | **245** |

## DOCUMENT 3

### Compte de résultat

| PRODUITS | | |
|---|---|---|
| **Exercice clôturé au** | **31/03/2017** | **31/03/2018** |
| **Campagne** | **2016** | **2017** |
| | **€** | **€** |
| **ATELIER LAIT** | **199 929** | **234 971** |
| Ventes de lait | 170 026 | 197 125 |
| Ventes nettes animaux | 17 639 | 30 046 |
| Variation d'inventaire | 8 928 | 4 094 |
| Aide Bovin Lait | 2 628 | 3 034 |
| Autoconsommation Famille | 708 | 672 |
| | | |
| **ATELIER CULTURES DE VENTE** | **14 072** | **22 877** |
| Ventes et cessions | 14 072 | 22 877 |
| | | |
| **ATELIER MARAICHAGE** | **31 466** | **31 984** |
| Ventes de produits végétaux | 16 442 | 19 139 |
| Prestations de service | 10 351 | 5 753 |
| Ventes de produits transformés | 4 673 | 7 092 |
| | | |
| **INDEMNITES ET SUBVENTIONS** | **60 752** | **43 038** |
| Aides découplées | 29 368 | 28 534 |
| ICHN | 10 203 | 14 504 |
| Indemnités d'assurance | 21 181 | |
| | | |
| **DIVERS** | **2 936** | **2 021** |
| | | |
| **TOTAL PRODUITS** | **309 155** | **334 891** |

## DOCUMENT 3

## Compte de résultat (suite)

| CHARGES | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Exercice clôturé au** | **31/03/2017** | **31/03/2018** | | **Groupe** |
| **Campagne** | **2016** | **2017** | | **2017** |
| | **€** | **€** | **€/ha** | **€/ha** |
| **CHARGES OPERATIONNELLES** | **104 495** | **99 157** | **973** | **610** |
| **Engrais** | **7 023** | **5 132** | | |
| *Productions végétales (hors maraichage)* | 6 797 | *4 904* | | |
| *Maraichage* | 226 | *228* | | |
| **Semences** | **8 813** | **10 502** | | |
| *Productions végétales (hors maraichage)* | 6 142 | *7 545* | | |
| *Maraichage* | 2 671 | *2 957* | | |
| **Produits de traitement** | **4 619** | **4 530** | | |
| *Productions végétales (hors maraichage)* | 4 619 | *4 530* | | |
| *Maraichage* | | - | | |
| **Emballages** | **253** | **269** | | |
| *Productions végétales (hors maraichage)* | | - | | |
| *Maraichage* | 253 | 269 | | |
| **Aliments achetés** | **32 487** | **43 393** | | |
| **Frais d'élevage** | **30 592** | **35 331** | | |
| | | | | |
| **CHARGES DE STRUCTURE** | **158 904** | **160 616** | **1 575** | **1 004** |
| ***Main d'œuvre*** | ***18 666*** | ***20 433*** | ***200*** | ***152*** |
| Cotisations sociales exploitants | 12 239 | 11 170 | 110 | 82 |
| Charges salariales | 6 427 | 9 263 | 91 | 70 |
| ***Foncier*** | ***8 751*** | ***12 265*** | ***120*** | ***105*** |
| Fermage | 8 250 | 11 764 | 115 | 100 |
| Entretien foncier | - | - | - | 1 |
| Amortissement améliorations foncières | 501 | 501 | 5 | 4 |
| ***Bâtiments*** | ***32 157*** | ***31 795*** | ***312*** | ***162*** |
| Entretien bâtiments | 206 | 150 | 1 | 21 |
| Amortissement bâtiments | 31 951 | 31 645 | 310 | 141 |
| ***Mécanisation*** | ***67 836*** | ***69 507*** | ***682*** | ***389*** |
| Travaux par tiers | 13 277 | 14 407 | 141 | 73 |
| Carburants/Lubrifiants | 9 362 | 9 554 | 94 | 74 |
| Entretien et petit matériel | 9 639 | 11 697 | 115 | 69 |
| Amortissement matériel | 35 558 | 33 849 | 332 | 173 |
| ***Frais financiers*** | ***3 339*** | ***2 604*** | ***26*** | ***32*** |
| Long et moyen terme | 3 331 | 2 604 | 26 | 28 |
| Court terme | 8 | - | - | 4 |
| ***Frais généraux*** | ***28 155*** | ***24 012*** | ***236*** | ***164*** |
| Assurances | 9 264 | 8 912 | 87 | 60 |
| Eau | 5 706 | 1 680 | 16 | 23 |
| Electricité | 3 703 | 3 689 | 36 | 25 |
| Frais de gestion | 5 943 | 4 760 | 47 | 28 |
| Frais divers | 3 539 | 4 971 | 49 | 28 |
| **TOTAL CHARGES** | **263 399** | **259 773** | **2 548** | **1 614** |

| **Exercice clôturé au** | **31/03/2017** | **31/03/2018** |
|---|---|---|
| **Résultat exercice** | **45 756** | **75 118** |
| - Rémunérations du travail des associés | 36 000 | 40 800 |
| + Cotisations sociales Exploitants | 12 239 | 11 170 |
| **= Résultat net comptable du bilan** | **21 995** | **45 488** |

## DOCUMENT 4

### Bilan comptable en €

| ACTIF | 31/03/2018 | 31/03/2017 | PASSIF | 31/03/2018 | 31/03/2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Immobilisation incorporelles** | - | - | **Capital et réserves** | **292 320** | **290 030** |
| | | | Capital | 292 320 | 292 320 |
| **Immobilisations corporelles** | **417 249** | **472 102** | Report à nouveau | | -2290 |
| Terrains et aménagements | 8 314 | 8 314 | | | |
| Bâtiments et aménagements | 190 291 | 213 342 | **Résultat net comptable** | **45 488** | **21 995** |
| Installations et matériels | 137 107 | 169 863 | | | |
| Autres immoblisations corporelles | 2 087 | 3 338 | **Subventions d'équipement nettes** | **48 268** | **54 894** |
| Immobilisations biens vivants | 79 450 | 77 245 | | | |
| **Immbilisations financières** | **6 131** | **6 130** | | | |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISE** | **423 380** | **478 232** | **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | **386 076** | **366 919** |
| **Stocks** | **48 340** | **44 889** | | | |
| Approvisionnements | 13 981 | 9 058 | | | |
| Animaux | 273 | 490 | | | |
| Végétaux | 11 597 | 15 396 | **Dettes financières** | **148 358** | **183 871** |
| Avances et cultures en terre | 19 347 | 19 945 | Empunts Long et Moyen Terme | 148 358 | 183 871 |
| Autres stocks | 3 142 | - | Empunts Court Terme | - | - |
| **Créances et acomptes** | **94 205** | **80 913** | **Dettes non financières** | **43 930** | **70 737** |
| Acomptes versés | 141 | 347 | Dettes Fournisseurs | 30 305 | 20 983 |
| Clients et comptes rattachés | 23 627 | 28 039 | Dettes fiscales et sociales | 8 574 | 38 743 |
| Comptes courants d'associés | 53 607 | 187 | Comptes courants d'associés | - | 5 979 |
| Autres créances | 16 830 | 52 340 | Autres dettes Court Terme | 5 051 | 5 032 |
| **Disponibilités Banque et Caisse** | **7 685** | **11 262** | | | |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **150 230** | **137 064** | **TOTAL DETTES** | **192 288** | **254 608** |
| **Charges constatées d'avance** | 4 754 | 6 231 | **Produits constatés d'avance** | 0 | 0 |
| **TOTAL ACTIF** | **578 364** | **621 527** | **TOTAL PASSIF** | **578 364** | **621 527** |

## DOCUMENT 5

### Sous quelles conditions la mixité est-elle envisageable ?

La mixité, c'est la **conduite simultanée**, sur une même exploitation, de productions en agriculture biologique et en conventionnel.

Depuis le 1er janvier 2009, la mixité est tolérée de manière pérenne par la réglementation européenne. Elle implique une organisation stricte sur l'exploitation, permettant de répondre aux exigences des contrôles, et engendre généralement un surcoût de certification.

### Pour les animaux, il doit s'agir d'espèces distinctes

Les textes précisent que, **normalement**, l'ensemble d'une exploitation agricole est géré en conformité avec les exigences applicables à la production biologique.

Toutefois, une exploitation peut être scindée en unités clairement distinctes qui ne sont pas toutes gérées selon le mode de production biologique.

Dans ce cas, il y aura **séparation** des terres, des animaux et des intrants qui sont utilisés pour les unités biologiques (ou produits par ces unités) de ceux qui sont utilisés pour les unités conventionnelles (ou produits par ces unités). L'exploitant tiendra un registre permettant d'attester cette séparation.

## DOCUMENT 6

### Guide pratique élevage de volailles (extraits)

# CONVERSION

**Définition** :

La conversion à l'Agriculture Biologique correspond à la phase de transition entre l'agriculture conventionnelle et l'appellation « Agriculture Biologique ».
La période de conversion démarre dès l'engagement auprès d'ECOCERT (ET de la notification à l'Agence Bio) ou de la déclaration de l'atelier, **ET** dès que l'ensemble des conditions d'élevage précisées dans les RCE 834/2007 (art.17) et 889/2008 (art.36, 37, 38) sont respectées (logement, alimentation, prophylaxie...).

| | **Durée de conversion** |
|---|---|
| **Parcours** | 12 mois ou 6 mois incompressible si aucun traitement non autorisé en AB durant l'année écoulée (validation de la réduction de conversion) |
| **Volailles de chair** | 10 semaines |
| **Poules pondeuses** | 6 semaines |

**Début de conversion :**

Date du début de conversion des animaux = date de déclaration par courrier par l'agriculteur auprès d'ECOCERT (formulaire déclaration animaux en conversion qui peut-être fourni par Ecocert sur simple demande).

**Densité sur parcours et effluents :**

| **Cas des installations fixes** | **Cas des installations mobiles** |
|---|---|
| ⇨ 4 m² par poulet de chair, poule pondeuse et pintade<br>⇨ 4.5 m² par canard<br>⇨ 10 m² par dinde<br>⇨ 15 m² par oie | ⇨ 2.5 m² par volaille |

# ALIMENTATION

| | |
|---|---|
| **Autonomie Alimentaire** | Au moins **20 % des aliments proviennent de l'unité de production elle-même** ou, si cela n'est pas possible, sont produits dans la même région (région administrative, ou à défaut, du territoire national) en coopération avec d'autres exploitations biologiques ou des fabricants d'aliments (attestation du fabricant à fournir).<br>Tout éleveur cultivant des céréales, oléagineux ou protéagineux, devra mettre en conversion une partie de ses cultures correspondant à la surface permettant de couvrir 20% des besoins des volailles (en matière sèche). |

**DOCUMENT 7**

## J'utilise un poulailler mobile pour mes pondeuses

**Dans le Bas-Rhin, Vincent Helbringer élève 225 poules en plein air pour la production d'œufs valorisés en vente directe. Le tout, sans avoir construit de bâtiment.**

« Je suis le propriétaire du premier poulailler mobile mis en route en France ! », sourit Vincent Helbringer, installé depuis 2013 à Lembach (Bas-Rhin), sur 75 ha de SAU, avec un cheptel de 250 brebis. Afin de développer son atelier d'œufs bio commercialisés en circuit court, l'éleveur a opté pour cet équipement en juin 2018. « Je n'ai pas eu besoin de permis de construire, précise Vincent. Une déclaration en mairie est cependant conseillée. » Prenant la forme d'une remorque déplaçable par un tracteur, le poulailler mobile mesure 10,50 m de long pour 3,80 m de large. « Il n'est pas conçu pour des déplacements routiers », reconnaît l'éleveur.

À l'intérieur, les poules disposent de deux étages : un niveau inférieur de regroupement donnant accès à l'extérieur et, au-dessus, un niveau d'alimentation et de ponte équipé de perchoirs. Les déjections sont évacuées toutes les semaines à l'aide d'un tapis roulant disposé sous le sol en grillage plastique. Avec 225 volatiles, la densité est de 6 poules/$m^2$, égale à la limite autorisée par le cahier des charges bio.

Vincent a installé le poulailler sur un îlot de parcelles en pente, difficilement mécanisable. « Les poules disposent d'un parcours de 30 ares délimité par une clôture électrique en filet. Je le déplace toutes les semaines en moyenne, en fonction de la hauteur d'herbe. L'objectif est d'entrer sur le parcours à 8 cm et d'en sortir à 2 cm, pour ne pas abîmer le terrain et permettre une bonne repousse. »

Vincent renouvelle ses lots de poulette tous les 18 mois. « Je les achète à six mois à raison de 8,20 € par animal. Elles sont revendues à 24 mois, essentiellement à des particuliers. » Le vide sanitaire entre deux lots dure une semaine.

Avec un taux de ponte moyen de 92 %, la production quotidienne atteint 210 œufs.

### Trappes et programme lumineux automatisés

Le poulailler mobile dispose d'un boîtier électronique contrôlant les trappes d'accès au parcours et aux nids de ponte, ainsi que le programme lumineux. « Les poules peuvent sortir toute l'année à partir de 8 h, expose Vincent. La fermeture des trappes est programmée une heure après le coucher du soleil. Je ne passe pas vérifier si les animaux sont rentrés. La clôture électrique les protège des prédateurs. Pour l'heure, je n'ai pas subi d'attaque de renards. » Les nids de ponte ouvrent dès 2 h. « Je les ferme en fin de matinée, lorsque je ramasse les œufs ». Quant au programme lumineux, « il s'active tous les jours de 5 h à 8 h, détaille l'éleveur. En seconde partie de journée, les plages horaires varient selon les saisons. Les lampes se rallument de 17 h à 22 h en hiver, et de 21 h à 22 h l'été. »

## DOCUMENT 8

### Éléments pris en compte pour le projet

Investissement dans les 2 poulaillers d'un montant 78 000 € HT amortis sur 12 ans.
Financement des poulaillers en totalité par un crédit sur 12 ans générant une annuité constante de 7 150 €.
Autofinancement de la TVA, de l'achat des premières poules et des équipements des clôtures.

Production annuelle estimée à 130 000* œufs par an vendus 0,30 € l'unité.
Vente d'une partie des poules de réforme estimée à 2 500 € par an.
Le coût du renouvellement annuel des poules est calculé à partir de l'exemple de l'exploitation du **document 7**.
L'alimentation sera achetée à 400 € la tonne pour une consommation annuelle moyenne par poule de 45 kg.
Les autres charges opérationnelles générées pour l'élevage (prophylaxie, eau, entretien, emballage, etc.) sont estimées pour une année à 3 000 €.

* cette estimation prend en compte un taux de ponte par poule de l'ordre de 80/85 %.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV© avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV©, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV© se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV© avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV©, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV© se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.